

Titre provisoire du numéro :
Gouvernance locale des crises en Afrique :
Pratiques, autorités en construction et régulations situées

Coord. Eric-Joël Fofiri Nzossé, Pierre Janin et Claire Lefort-Rieu

1. Déclaration décrivant le thème du numéro spécial et son apport scientifique original

Depuis plusieurs décennies, **la notion de « crise » occupe une place centrale dans les discours** savants, experts, politiques et médiatiques. Elle est appliquée à un nombre toujours croissant de domaines¹, à propos de situations variées, sans toujours en préciser les mesures et les limites. Le continent africain y est particulièrement sujet du fait de la gravité des situations rencontrées par les gouvernants, les sociétés locales et les opérateurs extérieurs². Leur désignation et leur labellisation obéissent souvent à un ensemble de stéréotypes, simplifications et réifications hâtives, **au point de d'oublier la complexité changeante et ambivalente des réalités désignées comme telles.**

En complément de cette tendance largement déjà documentée, ce dossier entend déplacer le prisme d'analyse des crises (ou de ce qui est qualifié comme tel). Il vise moins à en apprécier les causes, les manifestations et les reconfigurations qu'à repartir des terrains au concret et à privilégier des approches résolument empiriques, situées, au plus près des contextes. **L'objectif est d'analyser : 1/ la manière dont ces réalités sont perçues et vécues³, 2/ les discours et pratiques qu'elles suscitent parmi une variété d'acteurs⁴.**

En considérant la crise comme une situation ouverte, sans trajectoire prédéfinie, ni fin établie⁵, ce numéro entend travailler, à partir d'une approche constructionniste⁶, à l'analyse de ses formes

¹ On parle de crise politique (coups d'Etats, tensions (post)électorales, transitions empêchées par des dirigeants qui se maintiennent au pouvoir, changent la Constitution, empêchent l'opposition de prendre part aux élections), sécuritaire (conflits, prolifération de bandes armées criminelles ou radicalisées représentant une menace pour la stabilité des Etats), sanitaire (épidémies épisodiques de choléra, tuberculose, Ebola, Mpx, ou plus durables comme le paludisme ou le VIH-sida), urbaine (croissance incontrôlée des villes, réformes favorisant l'éviction et la ghettoïsation des couches les plus défavorisées), religieuse (tensions entre mouvements protestants et catholiques, montée de courants salafistes au détriment des confréries), mais aussi sociale, démographique, environnementale, foncière, économique migratoire ou humanitaire.

² Nicolas Van de Walle, *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979–1999*, Political Economy of Institutions and Decisions (Cambridge University Press, 2001); Vincent Bonnacase et Julien Brachet, « Les « crises sahéliennes » entre perceptions locales et gestions internationales », *Politique africaine* 130, n° 2 (2013): 5- 22.

³ Pierre Janin *et al.*, « Batailles de la faim : jeux d'acteurs, d'échelles et de pouvoir », *Tracés*, n° 41 (2021), en ligne; Flore Dazet, « « Remettre la vie parmi nous ». Expériences de la faim et organisation paysanne dans le Bas Nord-Ouest haïtien », *ibid.*

⁴ Familles, chefs religieux ou coutumiers, municipalités, autorités administratives, mécènes ou grands patrons, groupements et associations locales, etc.

⁵ Gerd Spittler, « Explorations in African Vitality: Local Actions in Conquest, Resistance, Famine and Interethnic Relations », in *Between Resistance and Expansion: Explorations of Local Vitality in Africa*, éd. par Peter Probst et Gerd Spittler (LIT Verlag Münster, 2004).

⁶ Andrews Tom, "What is Social Constructionism?" *The Grounded Theory Review*, Volume 11, Issue 1 (2012) ; Elder-Vass, Dave, *The Reality of Social Construction*, Cambridge, University Press (2012) ; Genest, Sylvie. (2018) Constructivismes en études ethniques au Québec. *Anthropologie et Sociétés*, 41. DOI: [10.7202/1043042ar](https://doi.org/10.7202/1043042ar); Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fénart, « L'approche constructiviste de l'ethnicité et ses

ordinaires du quotidien, de ses modes routinisées de gouvernance et de positionnements d'acteurs pour lesquels elle constitue une opportunité, avec ses effets d'aubaine (pour accéder à des ressources par exemple), et une scène pour se constituer en autorité légitime. Il s'agit, par-là, de **partir des expériences vécues**, en portant l'attention sur la manière dont les individus racontent leur vie, leurs relations sociales et leurs trajectoires dans des contextes qualifiés de « crise »⁷.

Ce positionnement s'inscrit dans le prolongement de travaux qui ont souligné la nécessité d'une conception non normative et non prescriptive de la gouvernance, dépassant une approche strictement stato-centrique pour s'intéresser aux pratiques d'acteurs non étatiques, souvent invisibilisés, visant à administrer des biens publics de base, assurer la sécurité, réguler l'accès aux ressources ou produire des formes de justice⁸. La question de leur implication comme de leur rôle réel est régulièrement posée. Leur contribution peut ainsi se révéler essentielle dans certains contextes de crise, auprès des réfugiés et des déplacés par exemple, surtout lorsque l'Etat intervient peu ou que l'aide internationale se réduit, laissant émerger ou se renforcer des figures locales d'autorité, parfois en connivence, parfois en concurrence avec des structures établies, participant à leur manière, en fonction des contextes, à la gouvernance de la crise... Qui plus est, le bréviaire de l'aide, marqué par des injonctions à l'« autonomisation » et la « responsabilisation », y a également contribué⁹.

Ces configurations impliquent, de la part des acteurs nationaux et locaux, une bonne dose de pragmatisme, d'adaptabilité et une forte mobilité institutionnelle¹⁰. Les recherches menées en Somalie ont, par exemple, mis en évidence certaines innovations politiques hybrides (des entités locales, parfois intégrées aux structures formelles de gouvernement¹¹), ou encore la mise en place de forces policières occasionnelles, de systèmes de taxation pour réguler une « économie sans Etat »¹². En République démocratique du Congo (RDC), face aux opérations de groupes rebelles émergent des coalitions, structures et réseaux nouveaux impliqués dans l'organisation de l'ordre public¹³. Dans d'autres contextes marqués par des pratiques de vigilantisme et des groupes d'autodéfense, la sécurité et la justice sont renégociées selon des idiomes localisés de pouvoir, de savoir et de redevabilité¹⁴. Dans les zones frontalières en proie à la violence ou à la contestation politique se dessinent des ordres

ambiguïtés », *Terrains/Théories* [En ligne], 3 | 2015, mis en ligne le 23 octobre 2015, consulté le 13 février 2026. URL : <http://journals.openedition.org/teth/581> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/teth.581> ; Piaget, Jean (dir.) (1967), Logique et connaissance scientifique, Encyclopédie de la Pléiade, Paris : Gallimard

⁷ Janet Roitman, *Anti-Crisis* (Duke University Press, 2014).

⁸ Giorgio Blundo, « La gouvernance, entre technique de gouvernement et outil d'exploration empirique », *Bulletin de l'APAD*, n° 23-24 (décembre 2002): 23-24; Ken Menkhaus, « Governance without Government in Somalia: Spoilers, State Building, and the Politics of Coping », *International Security* 31, n° 3 (2007): 74-106; Timothy Raeymaekers *et al.*, « State and Non-State Regulation in African Protracted Crises: Governance without Government? », *Afrika Focus* 21, n° 2 (2008): 7-21.

⁹ Naohiko Omata, « The Role of Developmental 'Buzzwords' in the International Refugee Regime: Self-Reliance, Resilience, and Economic Inclusion », *World Development* 167 (2023).

¹⁰ Karel Arnaut *et al.*, « Governance and ethnography in a time of crisis: On the study of emerging orders in Africa between war and peace », *Political Science, Politique africaine* 111, n° 3 (2008): 5-21; Jean-Pierre Olivier de Sardan, « The Eight Modes of Local Governance in West Africa », *IDS Bulletin* 42, n° 2 (2011): 22-31.

¹¹ Ken Menkhaus et Henri-Michel Yéré, « Arrangements sécuritaires locaux dans les régions somaliennes de la Corne de l'Afrique », *Politique africaine* 111, n° 3 (2008): 22-43.

¹² Peter D. Little, *Somalia: Economy Without State* (Currey, 2003).

¹³ Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo* (Academia Press, 2004); Koen Vlassenroot et Nathalie Delaleeuwe, « Négocier et contester l'ordre public dans l'Est de la République démocratique du Congo », *Science Politique, Politique africaine* 111, n° 3 (2008): 44-68.

¹⁴ Lars Buur, « Reordering Society: Vigilantism and Expressions of Sovereignty in Port Elizabeth's Townships », *Development and Change* 37, n° 4 (2006): 735-57; Charles Gore et David Pratten, « The politics of plunder: The rhetorics of order and disorder in Southern Nigeria », *African Affairs* 102, n° 407 (2003): 211-40.

politiques pluriels¹⁵ ou de nouvelles formes d'autorité et de régulation, y compris fiscales¹⁶. Enfin, dans les espaces fortement investis par l'aide internationale, les « stratégies locales de 'débrouille' »¹⁷ débouchent sur des formes alternatives, parfois concurrentes, de délivrance de services publics¹⁸.

La focale sera donc ici mise sur la manière dont ces relations sont gouvernées localement, qu'il s'agisse de gestion plutôt routinière des rapports établis comme des effets accélérateurs de mobilisation et d'instrumentalisation des ressources ou des populations. De même, plusieurs contributions dans ce numéro entendent **explorer les dimensions affectives et politiques des crises**, notamment à travers l'analyse des « répertoires locaux de la colère »¹⁹, des formes de contestation, de ressentiment ou de mise en accusation qui émergent dans des contextes labellisés comme crise. Ces répertoires constituent des modes spécifiques de politisation et de gouvernement des affects, qui participent pleinement de la gouvernance locale de ces réalités (paragraphe à moduler selon les contributions retenues).

En mettant l'accent sur des études empiriques finement situées, ce dossier ambitionne de **contribuer à une compréhension renouvelée de la crise** non comme anomalie à corriger, mais **comme analyseur privilégié des formes ordinaires de gouvernance, d'autorité et de régulation sociale** qui se font et parfois se défont en leur sein.

Comme le reflètent les différents articles, **une telle approche soulève inévitablement des questionnements méthodologiques et éthiques** : sur la possibilité de collecter des données qualifiantes « au plus près » et de manière rigoureuse, dans des zones en crise ou déclarées comme telles ; sur les nouvelles manières de « faire du terrain » à partir de proxys et de manière distanciée ; sur les formes d'engagement responsable du chercheur allant du « réformisme critique »²⁰ à l'auto-critique radicale²¹. Les terrains comme les auteurs invitent également à un retour introspectif sur la nature des collaborations nouées.

2. Table des matières provisoire du numéro spécial

Faire une introduction collective du type état de la question sur la gouvernance locale hybridée : contraintes, aspirations et reconfigurations

- Habaga Vincent, « Problématique des déplacements forcés à l'Extrême-Nord, sous Boko Haram, des retours et leurs mécanismes de gestion : analyse à partir des territoires de réinstallation de Sérawa et de Limani dans la plaine de Mora » ;
- Haye Camille, « Déplacements forcés de populations au Niger : labellisation et prise en charge des migrations prolongées dans le cadre de conflits régionalisés » ;

¹⁵ Christian Kordt Højbjerg et Ibrahim Ndzesop, « Le « Master General » et Madame le Maire: L'émergence d'un ordre de gouvernance dans l'hinterland libérien », *Science Politique, Politique africaine* 111, n° 3 (2008): 69-89.

¹⁶ Janet Roitman, *Fiscal disobedience: an anthropology of economic regulation in Central Africa*, In-formation series (Princeton University Press, 2005).

¹⁷ Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Aide humanitaire ou aide au développement ? La "famine" de 2005 au Niger », *Ethnologie française* (Paris cedex 14) 41, n° 3 (2011): 415-29.

¹⁸ Marion Fresia, « Humanitarian Governance: Assisting Mauritanian Refugees In Senegal », in *The Governance of Daily Life in Africa*, éd. par Giorgio Blundo et Pierre-Yves Le Meur (Brill, 2008); Claire Lefort, « Aide internationale, production de services publics et souveraineté étatique : l'exemple des réfugiés centrafricains dans l'Est-Cameroun », *Politique africaine* 158, n° 2 (2020): 205-22.

¹⁹ Vincent Bonnacase, « Politique des prix, vie chère et contestation sociale à Niamey : quels répertoires locaux de la colère ? », *Politique africaine* 130, n° 2 (2013): 89-111.

²⁰ Jean-Pierre Olivier de Sardan, *La revanche des contextes : des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà* (Karthala, 2021).

²¹ Arturo Escobar, *Encountering development* (Princeton University Press, 1995).

- Mbongbowo Kehdinga Vanessa, Saha Zacharie and Tedongmo Nadège, “Refugees and the dilemma of voluntary repatriation: the case of Nigerian refugees in the Minawao refugee camp in Cameroon (2013-2023)”;
- Alima Cissé Diana, “Electoral shift, local governance crisis and government strategies to hold land management power in a Northern Senegalese rural locality”;
- Delescluse Annélie & Marcel Ngandu Mutombo, « Le ‘vivre ensemble’ à l’épreuve du prophétisme catholique au Katanga et en RDC : autorité morale, controverses et crise de confiance »
- Vermylen Aurore, *titre à confirmer*

3. Justification de la manière dont chaque contribution aborde le thème et articulation entre les articles

(à compléter)

4. Qualifications universitaires et affiliations des auteurs collaborateurs

(Argumenter aussi avec les publications (éventuelles) l’adéquation avec le sujet, l’approche retenus.)

Habaga Vincent, Doctorat/PhD, Département de géographie, Université de Maroua, Cameroun.

Haye Camille, Doctorante, Ecole doctorale de Science politique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne (IMAF), France.

Mbomgbowo Kehdinga Vanessa, PhD fellow, Saha Zacharie, Full Professor and Tedongmo Nadège, Associate Professor, Department of History and Archaeology, the University of Dschang, Cameroun.

5. Origine de la proposition

La proposition de numéro spécial s’inscrit dans le prolongement de deux dynamiques scientifiques complémentaires.

Elle trouve, d’abord, son origine dans une initiative collective portée par un petit nombre de chercheur.e.s, d’enseignant.e.s-chercheurs à partir d’une analyse de « ce qui reste » l’Etat en contexte de crise et de violence armée. Ce petit groupe était constitué par E.-J. Fofiri Nzossié, Pierre Janin, Anne Le Naëlou, Abdoul Sodogo, Sadio Soukouna.

Partant de là, elle a été labellisée, en 2022, comme « Jeune équipe associée à l’IRD » (JEAI) avec un financement de trois années, spécifiquement dédiée aux doctorants, doctorantes et jeunes enseignants-chercheurs et chercheuses.

Elle devait s’achever par une manifestation scientifique « au plus près » des participants.e.s nationaux. Ce qui a été fait avec la tenue d’un colloque international, organisé à Yaoundé en décembre 2024, consacré au nexus entre crises alimentaires et migratoires et à leurs modes de gouvernance en Afrique. Ce colloque a réuni des chercheuses – jeunes et confirmés – de différentes disciplines (sociologie, anthropologie, science politique, géographie), issus d’universités des Suds et des Nords, et a mis en évidence la nécessité de dépasser les approches sectorielles pour analyser les crises alimentaires comme des phénomènes profondément politiques et gouvernés à différentes échelles.

Un projet de valorisation autant que de poursuite des réflexions en a émergé avec la mise en place d’une série de séminaires en ligne consacrés à la gouvernance locale des crises en Afrique. Ce dernier a permis de croiser des travaux de doctorants et de post-doctorantes, issus d’institutions académiques du Sud et du Nord. Ces échanges ont contribué à structurer un réseau de jeunes chercheurs travaillant

sur des terrains variés, tout en partageant des préoccupations analytiques communes autour de la gouvernance et des pratiques locales que suscite la crise.

C'est cette trajectoire collaborative, favorable à l'émergence et au soutien aux nouvelles générations d'auteurs et d'autrices africain.e.s, qui a permis l'aboutissement de ce dossier.

5. Rédacteurs invités

(Argumenter aussi avec les publications (éventuelles) l'adéquation avec le sujet, l'approche retenus)

Ce projet de numéro spécial est porté par les rédacteurs invités suivants :

- Pierre Janin, géographe, Directeur de recherches à l'Institut de recherche pour le Développement (IRD), Unité mixte de recherche *Développement et sociétés*, Nogent sur Marne (France) ;
- Eric-Joël Fofiri Nzossié, géographe, Maître de conférences à l'Université de Ngaoundéré (Cameroun) ;
- Claire Lefort-Rieu, anthropologue, postdoctorante au Laboratoire d'anthropologie sociale et culturelle (LASC), Université de Liège (Belgique).

7. Plan d'évaluation préliminaire

Les rédacteurs invités assureront une pré-évaluation scientifique interne de l'ensemble des contributions avant leur soumission à la *Revue canadienne d'études africaines*. Cette étape visera à garantir la cohérence thématique et théorique du dossier, la qualité scientifique des manuscrits, leur conformité aux exigences formelles et éditoriales de la revue.

Une fois le dossier accepté, chaque article fera l'objet d'au moins une lecture croisée par les rédacteurs invités, accompagnée de recommandations détaillées aux auteurs, avant soumission officielle sur <https://mc.manuscriptcentral.com/rcas> et entrée dans le processus d'évaluation par les pairs de la revue. Tout au long du processus, un accompagnement spécifique sera accordé aux jeunes chercheurs encore peu familiers du processus d'écriture académique.

8. Calendrier prévisionnel de préparation et de soumission

- Réception des premières versions des articles : [à compléter]
- Retours des rédacteurs invités aux auteurs : [à compléter]
- Soumission des manuscrits révisés à la RCÉA : [à compléter]

9. Liste d'évaluateurs externes potentiels

(à compléter)

- Aristide YEMAFOUO (Géographe, Université de Dschang, Cameroun)
- François ENTEN (Anthropologue, GRET, France)
- Anne Le NAELOU (Sociologue, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR Développement et Sociétés, France)
- Touré NIANDOU (Politiste, Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, Mali)
- Sadio SOUKOUNA (Politiste, UQAM, Canada)